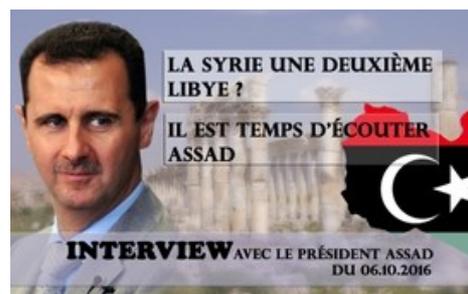




La Syrie une deuxième Libye ? Interview avec le Président Assad du 6.10.2016



La Syrie une deuxième Libye ? Il est temps d'écouter Assad (Interview avec le président Assad du 6.10.2016)

Alep, la deuxième plus grande ville de Syrie, se trouve actuellement au cœur du conflit syrien. La partie Ouest d'Alep est contrôlée par des troupes du gouvernement syrien, la partie Est par les rebelles. Une partie importante de ces derniers sont soit des mercenaires soit des membres du groupe terroriste al-Nosra. Entre les deux groupes, un violent combat fait rage autour d'Alep. Celui qui contrôle Alep, contrôle les voies d'approvisionnement les plus importantes en Syrie.

Alep, la deuxième plus grande ville de Syrie, se trouve actuellement au cœur du conflit syrien. La partie Ouest d'Alep est contrôlée par des troupes du gouvernement syrien, la partie Est par les rebelles. Une partie importante de ces derniers sont soit des mercenaires soit des membres du groupe terroriste al-Nosra. Entre les deux groupes, un violent combat fait rage autour d'Alep. Celui qui contrôle Alep, contrôle les voies d'approvisionnement les plus importantes en Syrie.

Pendant que les politiques et les grands médias occidentaux accusent presque exclusivement l'intervention de la Russie aux côtés des troupes du gouvernement syrien dans le combat contre les rebelles dans Alep-est, d'autres attirent l'attention sur l'attitude sans scrupules des terroristes. Ceux-ci utiliseraient des civils comme bouclier humain dans la partie Est.

Pendant que pour les rapporteurs occidentaux une solution dans le conflit syrien ne serait possible que sans le président Assad, qui aurait « du sang sur les mains », d'autres font remarquer que dans une Syrie sans Assad, les rebelles prendraient le dessus et la Syrie tomberait dans un chaos sans fin. L'archevêque catholique syrien Jacques Behnan Hindo a dit entre autre le 2 octobre 2015, je cite : « Une chose est certaine, si Assad part maintenant, la Syrie finira comme la Libye. »

Rappelons-nous : Avant l'intervention militaire de l'OTAN en 2011, la Libye était certainement le pays le plus avancé et un des plus riches du continent africain. Toutes les femmes avaient la possibilité de suivre des études poussées. Il n'y avait pas d'intérêt sur les crédits. L'électricité était gratuite. L'éducation était gratuite. Les soins médicaux étaient gratuits, etc. etc. Vous trouverez les détails dans notre émission « Les guerres modernes américaines percées à jour » qui sortira bientôt en français.

Après la décision du conseil de sécurité de l'ONU le 17 mars 2011 de mettre en place une zone d'exclusion aérienne internationale au-dessus de la Libye, le pays a été bombardé et détruit pendant sept mois par les forces armées de l'OTAN sous la direction des Etats-Unis. Environ 50 000 civils libyens y ont perdu la vie. Depuis, les prétendues « violations graves des droits de l'homme par Kadhafi » ont été démenties de part et d'autre, comme l'a rapporté KLaTV dans l'émission en langue allemande du 1er septembre 2016 (www.kla.tv/8921). Du

fait que l'élimination planifiée de Kadhafi n'était pas soutenue publiquement par le peuple libyen, l'OTAN, les USA et leurs alliés ont jugé nécessaire d'introduire dans le pays des milliers de mercenaires terroristes d'Al-Qaïda. Pareillement, des mercenaires terroristes ont aussi été introduits en Syrie parce que le peuple syrien ne soutenait pas l'élimination planifiée d'Assad. Après l'élimination de Kadhafi en Libye, de nombreux Libyens ont été incarcérés, torturés et tués. Beaucoup d'entre eux ont dû fuir pour survivre.

Vous trouverez des détails dans notre émission « Anéantissement ciblé de la Libye : un témoignage » (www.kla.tv/7093). Ce qui a suivi a été le chaos absolu. Depuis 2014 une guerre civile acharnée fait rage entre le gouvernement « officiel » et le gouvernement d'opposition qui règne dans la capitale Tripoli, et qui a des liens avec Al-Qaïda ainsi qu'avec d'autres groupes de rebelles comme l'Etat Islamique (EI). La Libye se trouve tout juste au seuil de l'écroulement final.

Le même destin menace maintenant la Syrie, si le gouvernement d'Assad, légitimement élu, était écarté. Une zone d'exclusion aérienne autour d'Alep n'a pu être empêchée que grâce au veto de la Russie. De nombreux commentateurs, même occidentaux, sont du même avis, comme par exemple le chroniqueur Jonathan Steele du quotidien britannique « The Guardian » : Une zone d'exclusion aérienne revient en fait à une déclaration de guerre non seulement au gouvernement syrien mais aussi à Moscou.

On n'a pas écouté Kadhafi, le chef d'Etat d'alors, bien qu'il se soit exprimé clairement jusqu'à la fin, comme par exemple encore le 5 avril 2011 dans une lettre ouverte (www.kla.tv/7224). Pour la Libye, c'est trop tard.

Mais pour la Syrie, ce n'est pas encore trop tard, on peut encore trouver une solution politique avec le président syrien Bachar al-Assad et la majorité du peuple syrien. C'est pourquoi écoutez maintenant comment s'est exprimé le président le 6 octobre 2016 dans une interview : sur la situation d'Alep, sur les accusations actuelles les plus violentes venant de l'Occident, sur ses raisons pour ne pas envisager de démissionner et sur son devoir en tant que président. Faites-vous votre propre idée sur le président Assad – sans préjugés dictés par les faiseurs d'opinion occidentaux – et diffusez cette émission. Merci beaucoup.

www.youtube.com/watch?v=u3lihh182I

Journaliste : Alors, Monsieur le Président, commençons par la situation actuelle à Alep. Ces dernières semaines, des images terrifiantes sont parvenues d'Alep. Je veux dire, nous voyons les habitants de la partie orientale d'Alep tenue par les rebelles dans une situation très dramatique. Ils semblent épuisés, ils semblent terrifiés, la situation est très violente. Quelle est la stratégie derrière le lancement de cette attaque féroce des armées syrienne et russe à l'heure actuelle ?

Président Assad: En fait, nous n'avons pas lancé d'attaque, parce que l'armée syrienne a poursuivi son action pour libérer des terroristes toutes les parties de la Syrie, y compris Alep ou l'est d'Alep, mais il y avait un cessez-le-feu pendant une semaine afin de donner au traité ou disons à l'accord entre les Russes et les Américains un moyen d'être mis en œuvre, et il n'a pas fonctionné. Lorsque cette semaine a pris fin, notre armée a poursuivi son effort pour libérer Alep-est des terroristes. Mais en fait, quand vous voulez parler de la situation désastreuse d'Alep-est, ce n'est pas à cause du gouvernement ; c'est à cause des terroristes. Ils sont dans cette zone depuis des années, mais nous avons entendu parler récemment de cette « situation désastreuse » dans les médias, dans les médias

occidentaux, parce que la situation des terroristes est très mauvaise. C'est la seule raison. Alors si vous voulez parler de la situation là-bas, on n'a jamais empêché aucune aide médicale ou alimentaire ou de quoi que ce soit d'entrer dans Alep-est. Il n'y a pas d'embargo, si c'est ce que vous voulez dire, il n'y a pas d'embargo, et notre rôle en tant que gouvernement est d'encercler les terroristes afin de libérer toutes les parties de la ville. Journaliste: Mais ce que je veux dire aussi, nous voyons des photos d'enfants tués, d'enfants dans les hôpitaux, on voit des photos d'hôpitaux démolis. Qui vise les hôpitaux ? Président Assad: Permettez-moi de vous dire quelque chose au sujet de ces photos d'enfants ; bien sûr, dans toutes les guerres, il y a des victimes, il y a des victimes innocentes, et voilà pourquoi chaque guerre est une mauvaise guerre, mais si vous regardez ces images qu'ils ont montrées dans les médias occidentaux, ils n'ont choisi que quelques photos d'enfants qui conviennent à leur agenda politique, juste pour accuser le gouvernement syrien, alors que... vous êtes ici depuis deux jours et il y a eu tous les jours des bombardements depuis la partie orientale d'Alep vers le reste de la ville, et il y a eu le meurtre et la destruction à grande échelle de l'autre partie de la ville et des dizaines de victimes et des dizaines de blessés d'Alep ; mais les médias occidentaux n'en ont pas parlé. Les médias occidentaux n'ont pas publié une seule information concernant ces enfants, ces femmes et ces personnes âgées et les innocents en général. Donc, cela fait partie de la propagande et de la diabolisation du gouvernement syrien. Encore une fois, quand vous avez la guerre, ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas des victimes ; mais le gouvernement syrien a ouvert la porte pour que les combattants de la partie orientale d'Alep partent en toute sécurité avec des garanties, et pour que les gens de cette région puissent revenir dans leurs maisons.

Journaliste: Mais les habitants de la région, des témoins oculaires, les organisations d'aide internationale, ils disent tous que les hôpitaux ont été pris pour cibles, et quand je regarde les images, je vois des hôpitaux, je vois les lits à l'intérieur des hôpitaux, et pour moi, j'ai bien l'impression que c'est démolé, que ça a été pris pour cible. Alors qui prend les hôpitaux pour cibles ?

Président Assad: Je n'ai pas la réponse, je ne sais pas de quel hôpital vous parlez, parce que nous ne disposons pas de faits à ce sujet, nous avons seulement des allégations, de sorte que les allégations devraient être seulement...

Journaliste: Mais les photos sont des faits.

Président Assad: Des images ne peuvent pas vous raconter l'histoire, même des vidéos, tout peut être manipulé de nos jours. Je ne dirais pas qu'il n'y a pas de telles attaques sur un bâtiment, mais en tant que gouvernement, nous n'avons pas pour politique de détruire les hôpitaux ou les écoles ou une telle infrastructure pour une raison simple : tout d'abord, moralement. Et la deuxième raison est que si nous le faisons, nous offrons aux combattants un incubateur, l'incubateur social qu'ils recherchent, ça serait un cadeau ; c'est quelque chose que nous ne ferions pas parce que c'est contre nos intérêts. Ce serait comme de se tirer une balle dans le pied. S'il y a eu une telle attaque du fait de l'armée, ça pourrait être par erreur, mais nous n'avons aucune information qu'une telle chose soit arrivée. Tout ce que nous avons c'est des allégations et uniquement dans les médias occidentaux, et non pas de Syrie.

Journaliste: Donc, si l'armée syrienne n'a pas attaqué les hôpitaux, ou peut-être qu'ils l'ont fait par erreur, dites-vous, êtes-vous sûr que ce n'est pas les forces aériennes russes qui ciblent les hôpitaux ?

Président Assad: La question que vous devriez poser quand vous avez un crime, c'est : Qui est le bénéficiaire de ce crime ? Qu'obtiendraient-ils, je veux dire les Russes ou les Syriens, s'ils attaquent une école ou s'ils attaquent un hôpital ? Qu'obtiendraient-ils ? Rien, ils ne

pourraient pas obtenir quoi que ce soit. Je veux dire, même si vous voulez parler des terroristes, la plupart de leurs hôpitaux pour les combattants sont dans les sous-sols de bâtiments ordinaires. Donc, attaquer un hôpital intentionnellement, par l'armée, c'est basé disons sur une logique fragile.

Journaliste : Alors êtes-vous d'accord que quiconque attaque les hôpitaux, est coupable de crime de guerre ?

Président Assad: Bien sûr, dans le droit international, c'est comme ça. Je veux dire, les hôpitaux ont une immunité. Toute autre installation pour toute zone habitée – habitée par des civils, pas par des combattants – a l'immunité ; aucun gouvernement ne devrait faire cela, bien sûr, je suis d'accord avec vous.

Journaliste: Monsieur le Président, vous avez vous-même des enfants, et je suis sûr que vous regardez également la télévision, vous aussi vous regardez ces photos d'enfants dans les hôpitaux, les enfants enfouis sous des décombres. Comment êtes-vous affecté quand vous regardez ces photos d'enfants syriens ?

Président Assad: Bien sûr, j'ai des enfants, j'ai les mêmes sentiments que tout père et toute mère qui se soucierait beaucoup de leurs enfants... et comment ils se sentent s'ils perdent un membre de leur famille. Et à ce sujet, nous avons perdu des membres de nos familles pendant le conflit en raison des attaques terroristes. Mais quand vous regardez ces enfants tués, vous pensez : Pourquoi ? Pourquoi les terroristes ont-ils fait ça ? Pourquoi le Qatar et l'Arabie Saoudite et la Turquie ont-ils commis ces crimes ? Et je me demande pourquoi les pays occidentaux, principalement les Etats-Unis et leurs alliés en Europe, ont soutenu ces terroristes qui ont commis des crimes en Syrie ? Voilà la première chose que je pensais. Bien sûr, en tant que président, la deuxième chose que je pense c'est comment je peux protéger le peuple syrien et les enfants syriens, et comment je peux empêcher que des innocents subissent le même sort à tout moment.

Journaliste: Donc, vous accusez les rebelles de la partie est d'Alep d'être derrière les attaques contre les enfants d'Alep ?

Président Assad: Vous pouvez prendre votre appareil photo dans Alep, dans l'autre partie d'Alep, qui est sous le contrôle du gouvernement, qui est... je veux dire, quand vous voyez les faits, c'est plus crédible que ce que je vais dire... mais vous pouvez voir combien de civils ont été tués au cours des deux derniers mois à Alep. Des centaines de civils ont été tués par les rebelles. La question est : Pourquoi n'en avons-nous pas entendu parler dans les médias occidentaux ? Voilà ma question. Encore une fois, je ne dirais pas qu'il n'y a pas de victimes civiles, mais quand on est soumis à des tirs de mortiers intentionnels des rebelles, nous devons aussi parler de ce crime.

Journaliste : À l'heure actuelle, il y a une petite fille de sept ans, son nom est Bana al-Abed, d'Alep. Elle parle sur Twitter de sa vie dans la partie orientale d'Alep. Elle parle du bombardement massif. Elle a très peur... chaque fois qu'elle se réveille et qu'elle se rend compte que... heureusement, elle est encore en vie. Avez-vous confiance en elle comme témoin oculaire ?

Président Assad: Vous ne pouvez pas construire votre position politique ou, disons, vous baser sur une vidéo promue par les terroristes ou leurs partisans. C'est un jeu maintenant, un jeu de propagande, c'est un jeu de médias. Vous pouvez voir n'importe quoi, et vous pouvez être en empathie avec toutes les images et toutes les vidéos que vous voyez. Mais notre mission en tant que gouvernement, c'est de faire face à la réalité. Vous avez des terroristes en Syrie, ils sont soutenus par des puissances étrangères et des pays étrangers, et nous devons défendre notre pays. Dans certaines régions, les terroristes utilisent les civils comme bouclier humain, mais nous devons faire notre travail pour les libérer, nous ne pouvons pas dire « Nous ne ferons rien parce que les terroristes détiennent les otages. »

C'est notre mission. Encore une fois, nous en revenons au même point ; il y a toujours des erreurs qui sont commises par quelqu'un, mais ce n'est pas la politique, et il y a toujours des victimes innocentes de cette guerre.

Journaliste : Quel genre d'erreurs l'armée syrienne a-t-elle commises ?

Président Assad: Toute sorte d'erreurs individuelles.

Journaliste : Avez-vous des exemples d'erreurs ?

Président Assad: Je veux dire, vous avez des institutions, tout le monde peut être puni s'il commet une erreur, cela arrive dans toute guerre, dans chaque armée ; c'est du bon sens.

Journaliste: Vous avez encouragé les civils dans l'est d'Alep, et aussi en fait les rebelles, à quitter les lieux. Vous voulez créer un couloir humanitaire. Pouvez-vous garantir la sécurité de ces civils et aussi des rebelles s'ils quittent la partie de la ville tenue par les rebelles ?

Président Assad: Exactement, voilà ce que nous avons annoncé il y a quelques jours, et ce que nous avons annoncé il y a deux mois, parce que nous voulions que les civils partent loin des terroristes. Oui.

Journaliste: Et comment allez-vous les protéger ?

Président Assad: Ils sont autorisés à partir. C'est arrivé souvent, dans de nombreuses régions en Syrie. Nous avons permis aux terroristes de quitter la zone afin de protéger les civils. Il y a eu assez d'effusion de sang. C'est un des moyens ou des méthodes que nous utilisons pour protéger les civils. Bien sûr, s'ils n'obéissent pas, nous disons aux civils que nous allons attaquer cette zone, afin qu'ils puissent s'en éloigner. Mais la meilleure façon est de permettre aux terroristes de partir, et les civils seront en sécurité, alors vous pouvez poursuivre ou chasser les terroristes, vous pouvez les chasser dans un autre endroit où il n'y a pas de civils.

Journaliste: Est-ce que vous comprenez les gens du monde entier si... quand ils regardent ces images terrifiantes en provenance d'Alep-est, s'ils pensent peut-être que vous niez les faits ? Que vous avez aussi une sorte de responsabilité pour les victimes, pour le bombardement des hôpitaux, pour le bombardement des infrastructures civiles ?

Comprenez-vous que certains, ils peuvent penser que vous niez les faits ?

Président Assad: Ecoutez, si nous sommes confrontés à des mensonges depuis le début de la guerre en Syrie, accepter ces mensonges comme si c'était la réalité ça ne me rend pas crédible. Je ne serais pas crédible si je disais « Oh, oui, vous avez raison. » Voilà pourquoi je l'ai dit, il y a une différence entre accepter que c'est une politique, et accepter qu'il y a toujours des erreurs. Je ne nie pas que n'importe quelle erreur peut être commise par n'importe quel individu. Je l'ai dit, il y a toujours des erreurs. Il y a toujours des erreurs commises dans la guerre. Donc, je suis très réaliste. Mais dire que c'est notre objectif en tant que gouvernement, que nous donnons l'ordre de détruire les hôpitaux ou les écoles ou de tuer des civils, cela est contraire à nos intérêts. Je veux dire, si on met la morale de côté, nous ne le faisons pas parce que ça va contre nous, alors comment ces gens, qui disent que nous nions les faits, comment peuvent-ils convaincre quiconque que nous travaillons contre nos intérêts ?

C'est mon premier point. Deuxièmement, si nous tuons les gens, le peuple syrien, si nous détruisons des hôpitaux et si nous commettons toutes ces atrocités, et si nous avons été confrontés à toutes les grandes puissances et les pétrodollars dans le monde, comment puis-je encore être président après près de six ans de guerre ? Je ne suis pas Superman, si je n'avais pas de soutien, je ne serais pas ici, et parce que j'ai le soutien, et parce que nous défendons le peuple syrien, nous avons le soutien en tant que président ou en tant que gouvernement. Voici comment réfuter toutes ces allégations. Je veux dire, à la fin, la réalité est révélatrice.

Journaliste: Donc, il y a une bataille féroce qui a lieu à Alep en ce moment. Quelle sera la

prochain action de l'armée syrienne et de l'armée russe pour reprendre la partie orientale rebelle d'Alep ?

Président Assad: Pour poursuivre la lutte avec les rebelles jusqu'à ce qu'ils quittent Alep. Il faut qu'ils quittent Alep. Il n'y a pas d'autre option. Nous n'accepterons pas que les terroristes prennent le contrôle d'une partie de la Syrie, quelle qu'elle soit, pas seulement d'Alep. C'est notre mission, c'est notre objectif, et c'est notre prochaine étape.

Journaliste: Donc, cette guerre si intense que nous voyons en ce moment va continuer, c'est ce que vous dites ?

Président Assad: Non, si vous avez une autre option comme des réconciliations dans d'autres domaines ; ça, c'est la meilleure option, pas la guerre ; et voilà pourquoi nous avons annoncé – nous avons donné de nombreuses amnisties à des centaines, à des milliers de militants, afin d'empêcher les effusions de sang, et ça a fonctionné. Voilà pourquoi nous avons dit que nous leur donnons la garantie, s'ils veulent avoir la réconciliation et avoir l'amnistie, ou bien de partir avec leurs armes en dehors de la ville d'Alep, complètement, de quitter la ville en toute sécurité, et pour que les gens retournent à leur vie normale.

Journaliste : Les Etats-Unis, ils ont arrêté tous les pourparlers bilatéraux avec la Russie à propos de tout type d'accord de paix, et les Russes ont dit qu'ils le regrettent en fait. Le regrettez-vous aussi ?

Président Assad: Nous le regrettons, mais nous savions d'avance que cela ne fonctionnerait pas, parce que l'accord, il ne concerne pas seulement les pourparlers entre les deux grandes puissances, il ne concerne pas ce qu'ils vont signer ou convenir ; il est question de la volonté, et nous savions déjà, nous avons déjà compris que les Américains n'ont pas la volonté de parvenir à un accord, parce que la partie principale de cet accord est d'attaquer al-Nosra qui est, selon la liste américaine et la liste des Nations Unies, un groupe terroriste, mais dans le conflit syrien, c'est une carte des Américains. Sans al-Nosra, les Américains ne peuvent avoir aucune carte réelle, disons, concrète, efficace dans l'arène syrienne. Voilà pourquoi nous le regrettons, mais nous savions déjà que cela ne se produirait pas.

Journaliste: Mais n'est-ce pas très difficile pour les Etats-Unis de séparer ce qu'on appelle les « rebelles modérés » de quelques-uns qui sont des plus radicaux ? C'est très difficile, lorsque vous attaquez les rebelles modérés tout le temps.

Président Assad: Vous avez raison, et savez-vous pourquoi vous avez raison ? Connaissez-vous la licorne, l'animal qui est comme un cheval, et qui a une longue corne ? C'est un mythe. Et l'opposition modérée est un mythe. Voilà pourquoi vous ne pouvez pas séparer quelque chose qui n'existe pas de quelque chose qui existe. Tous ont les mêmes hommes, les mêmes hommes qui étaient autrefois appelées « armée syrienne libre » il y a quatre ans, il y a cinq ans, puis qui est devenue al-Nosra, puis qui est devenue l'EI. Ainsi, les mêmes hommes se déplacent d'un groupe à un autre groupe. Voilà pourquoi ils ne peuvent pas les séparer. Et ils ne veulent pas... si c'est une réalité, pas un mythe, ils ne veulent pas, mais ils ne peuvent pas, parce que ça n'existe pas.

Journaliste: Mais pourquoi avez-vous demandé de le faire si ce n'est pas possible ?

Président Assad: Parce qu'ils ont insisté pour qu'il y ait une opposition modérée, et les Russes leur ont dit « Ok, s'il y a une opposition modérée, s'il vous plaît, séparez les modérés des extrémistes », et cela n'a pas fonctionné, parce qu'ils n'existent pas, voilà pourquoi.

Journaliste : Quelles seront à votre avis les conséquences de la suspension des pourparlers bilatéraux par les Etats-Unis ? Je veux dire, jusqu'à maintenant, les armées syrienne et russe ont évité les affrontements directs avec l'armée américaine. Pensez-vous qu'il y a un risque accru d'attaques directes entre vous et vos alliés d'un côté et l'armée des Etats-Unis ?

Président Assad: Beaucoup de gens parlent d'escalade, si l'accord n'a pas fonctionné ou s'il n'a pas été mis en œuvre. Mais en réalité, l'escalade se produit depuis un certain temps maintenant. Je veux dire, avant que cet accord, disons, échoue, les Américains ont attaqué nos forces à Deir Ezzor, et tout le monde sait qu'il y avait un seul groupe à Deir Ezzor, qui est l'EI et l'EI est venu et a pris la place de l'armée syrienne et ils menacent la ville qui est appelée Deir Ezzor, à cause des attaques américaines. Donc, si on parle d'escalade, elle a déjà eu lieu. Si on parle de confrontation directe, depuis la Seconde Guerre mondiale, elle n'a jamais eu lieu, je veux dire, elle était imminente lors de la crise des missiles de Cuba, en 1962 je crois. Maintenant, la situation est différente, parce qu'aux Etats-Unis, il n'y a pas de capacité supérieure à gérer les affaires publiques. Lorsque vous ne disposez pas de cela, vous devriez vous attendre à n'importe quoi, et vous devriez toujours vous attendre au pire. Je suis sûr que la Russie fait tout son possible pour ne pas atteindre ce point, mais est-ce que les Américains – ou, disons, les partisans de la manière forte parmi eux ou une partie d'entre eux au sein de l'administration – est-ce qu'ils font tout leur possible pour éviter la confrontation, ou à l'inverse, est-ce qu'ils font tout leur possible pour avoir cette confrontation avec la Russie ? Voilà ce qui nous inquiète.

Journaliste : A propos de l'incident à Deir Ezzor le 17 septembre. C'étaient des avions de combat britanniques, australiens, américains et danois qui auraient attaqué l'armée syrienne. Le Danemark, comme les autres pays, a dit que c'était une erreur. Acceptez-vous cette explication ?

Président Assad: Nous acceptons l'explication, mais cela ne signifie pas que nous acceptons cette erreur, ça ne signifie pas que nous la justifions. Dire « une erreur »..., vous avez peut-être des informations erronées, d'autant plus que vous accomplissez une mission américaine ; je suis sûr que ce n'est pas les Danois, pas les Britanniques, qui ont décidé de la cible qu'ils devaient attaquer. Je suis sûr que les Américains ont dit « Voilà notre cible, et c'est là qu'est l'EI. » Bien sûr, ils ont trompé les autres, ils leur ont dit « Nous allons attaquer l'EI. » Peut-être que c'est la vérité. Mais est-il acceptable pour le peuple danois que son armée accomplisse des missions militaires pour d'autres pays sans vérifier la cible et sans savoir dans quelle direction ça va ? Est-ce que vous prenez un bus sans savoir où va ce bus ? Vous ne le faites pas. Donc, ce n'est pas acceptable. Peut-être que c'est une erreur, c'est vrai, mais l'erreur n'est pas acceptable.

Journaliste : Donc, pensez-vous que, indirectement, le Danemark a aidé l'EI ?

Président Assad: En réalité, ils ont aidé l'EI à cause de cette attaque, parce qu'ils ont tué des dizaines de soldats syriens qui défendaient la ville de Deir Ezzor pour l'empêcher de tomber sous le contrôle de l'EI, et maintenant l'EI a pris la place, ils ont pris les collines qui surplombent la ville, donc ils pourraient un jour être en mesure de prendre le contrôle de Deir Ezzor à cause de cette attaque.

Journaliste : Et vous pensez que les Etats-Unis ont fait ça exprès, et que le Danemark les a aidés sans le savoir ?

Président Assad: Je ne sais pas au sujet du Danemark ; je ne sais pas si c'est sans le savoir. Peut être. La seule raison qui me le fait croire, c'est parce que les Européens mettent en œuvre et réalisent tout ce que les Américains veulent dans tous les domaines sans poser de questions et sans discuter, pour être franc ; ça pourrait être une des raisons. Mais pour les Américains, à cent pour cent, ils l'ont fait intentionnellement, parce que l'EI a réuni ses combattants sur ce même lieu avant l'attaque, et quand l'attaque a commencé, il a fallu

environ une heure, et dans l'heure qui a suivi, l'EI a attaqué et a pris le contrôle de ces collines. Comment l'EI aurait-il pu connaître ce raid avant qu'il ait lieu ? Bien sûr, ce n'est pas la seule indication pour nous que les Etats-Unis soutiennent l'EI, l'attaque de Palmyre, quand ils ont occupé et qu'ils ont pris le contrôle de Palmyre sous la supervision des Américains, la contrebande de pétrole, l'extraction de pétrole dans des champs pétroliers en Syrie dans le désert en plein jour. Ceci est une forte indication que les Etats-Unis soutiennent l'EI afin d'utiliser l'EI.

Journaliste : Jusqu'à présent, le gouvernement danois a suivi la politique américaine vis-à-vis de la Syrie. Ils ont même dit qu'ils étaient prêts à participer à une opération militaire contre l'armée syrienne. Que pensez-vous de la politique danoise vis-à-vis de la Syrie ?

Président Assad: Tout d'abord, l'intervention en Syrie, dans le cadre de la coalition internationale, qui est en fait une coalition américaine, encore une fois c'est contraire au droit international, c'est contraire à la souveraineté de la Syrie parce que ce n'est pas en coordination avec le gouvernement syrien, tandis que la Russie est venue en Syrie après avoir reçu l'autorisation des Syriens ; en fait après avoir reçu une invitation du gouvernement syrien pour nous soutenir dans notre lutte contre la terreur. Donc, encore une fois c'est contraire à la souveraineté, c'est contraire au droit international et ça va contre toute politique morale partout dans le monde. C'est illégal.

L'autre aspect de cette politique est l'embargo. Dans le cadre de l'Union européenne, ils ont décidé un embargo sur la population syrienne ; des dizaines de millions de Syriens ne peuvent pas satisfaire leurs besoins fondamentaux vitaux. Par exemple, maintenant, ils ne peuvent pas acheter des pompes à eau, ils ne peuvent pas acheter du matériel médical pour diagnostiquer un cancer chez quelqu'un qui va mourir parce qu'il ne peut pas avoir accès à ce matériel. L'embargo empêche les entreprises syriennes, les compagnies aériennes, d'avoir des pièces de rechange pour leurs avions afin d'empêcher les avions de s'écraser et de tuer les passagers. Telle est la politique de l'Union européenne, et le Danemark participe à cette politique.

Journaliste : Mais que devraient-ils faire d'autre ? Je veux dire, ils sont tout à fait contre ce qui se passe en Syrie en ce moment. Ils ont soutenu l'opposition. Peut-être qu'ils ne veulent pas être impliqués dans une guerre directe avec l'armée syrienne. Alors, que faire d'autre ?

Président Assad: Pour le gouvernement ?

Journaliste: Oui.

Président Assad: La question est : Est-ce que vous, en tant que citoyen danois, m'accepteriez, moi, un étranger pour soutenir avec de l'argent l'opposition dans votre pays et leur dire « Allez tuer, et voilà comment atteindre vos objectifs politiques » ? S'il y a une opposition, quelle est la définition de l'opposition ? Pourriez-vous accepter une opposition dans votre pays qui appartienne à d'autres pays ? Ou est-ce que ça devrait être une opposition danoise qui appartient au peuple danois ? Ils ne peuvent pas dire quelle opposition est à soutenir dans tout autre pays. C'est une intervention dans les affaires internes. C'est contraire à la souveraineté, ça va à l'encontre du droit international. Ils n'ont pas le droit de soutenir quiconque en Syrie contre qui que ce soit. Ce n'est pas leurs affaires. Nous sommes un pays souverain ; nous sommes indépendants. Nous avons le droit de nous attaquer à nos problèmes. Donc, ils ne sont pas en mesure de soutenir quiconque, qu'il ait raison ou tort.

Journaliste : Voyez-vous le Danemark comme un ennemi de la Syrie ?

Président Assad: Non. Ce n'est pas un ennemi. Il y a une grande différence entre le peuple

danois... comme la plupart des Européens, c'étaient des amis de la Syrie, mais il s'agit de la politique du gouvernement. Il s'agit de toute l'Europe, qui est désormais absente de la carte politique au moins depuis 2003, après l'invasion de l'Irak, tout simplement parce qu'ils ont dû suivre les Américains, et ils n'osent pas prendre leur propre chemin disons indépendant, en politique. Nous distinguons précisément entre le gouvernement et le peuple du Danemark, et de même pour d'autres pays.

Journaliste : Si l'on pouvait accélérer les négociations en vue d'un avenir pacifique en Syrie si vous quittiez votre poste et peut-être que quelqu'un autre de l'administration syrienne prendrait la suite... Pourquoi ne pas faire cela ?

Président Assad: Vous voulez dire quitter mon poste ?

Journaliste: Oui.

Président Assad: Cela dépend du peuple syrien. Ce n'est pas ma décision. Et si vous n'avez pas le soutien du peuple syrien, il faut partir tout de suite, parce que sans leur soutien, vous ne pouvez rien réaliser, vous ne pouvez rien produire, vous allez échouer. Voilà tout simplement la raison, en particulier pendant la guerre vous devez conduire le navire au rivage ; vous ne vous enfuyez pas parce qu'il y a une guerre, à moins que le peuple syrien veuille que tu partes. Si je suis le problème, encore une fois, ou disons, en prenant l'histoire de l'autre côté, si je suis la raison de la guerre, je partirais. Mais il ne s'agit pas de moi ; je suis juste utilisé comme la raison nominale. Il s'agit de beaucoup plus que cela ; il s'agit de la Syrie, il s'agit du gouvernement, il s'agit de l'indépendance, il s'agit de la guerre au niveau régional, il s'agit de la guerre entre les grandes puissances. La Syrie, c'est juste le titre dans les journaux et le président,

Journaliste : Vous ne pensez donc pas être une des raisons de la guerre ?

Président Assad: Non, je ne suis pas une raison pour la guerre, parce que si je suis une raison, la guerre aurait dû commencer en 2000, depuis que je suis président, pas en 2011, lorsque l'argent a commencé à affluer en provenance du Qatar et lorsque les Etats-Unis ont pris la décision de renverser des gouvernements et des présidents parce qu'ils ne leur conviennent pas.

Journaliste: Mais ne pensez-vous pas que vous êtes la raison pour laquelle il y a eu cette escalade dans la guerre ?

Président Assad: A cause de moi ?

Journaliste: Oui.

Président Assad: Donc, les terroristes d'après ce que vous dites, les terroristes ne sont pas responsables, ce sont des gens tout à fait pacifiques. L'argent du Qatar et de l'Arabie Saoudite et de la Turquie, c'est quelque chose de légal et disons, naturel, et l'agenda des Etats-Unis a satisfait les besoins du peuple syrien. Ce n'est pas réaliste !

Journaliste : Monsieur le Président, vous avez souvent dit que vous continuerez la lutte jusqu'à ce que vous ayez repris l'ensemble du pays, est-ce toujours votre approche de ce processus ?

Président Assad: Non, ce n'est pas mon approche ; c'est ma mission conformément à la Constitution. C'est la mission de l'armée conformément à la Constitution ; c'est la mission des institutions de l'Etat conformément à la Constitution. Ce n'est pas une option, ce n'est pas une opinion personnelle, et ce n'est pas mon plan. Ma mission est de défendre les civils. Ma mission est de lutter contre les terroristes. Ma mission est de prendre le contrôle de toutes les parties de mon pays. Vous ne prenez pas une partie de votre pays comme Etat. Vous ne dites pas. « Cela me suffit d'avoir la moitié du pays » ou à peu près.

Journaliste : Vous pensez donc que vous défendez les civils ?

Président Assad: Certainement.

Journaliste : Je veux dire que plusieurs centaines de milliers de civils ont été tués ; certains

disent 250 000 ; certains disent 300 000. Pensez-vous que vous défendez les civils en Syrie ?

Président Assad: La majorité des personnes dont vous parlez, les victimes, sont des partisans du gouvernement, et non le contraire. Une autre partie qui est neutre, dans le milieu, qui ne fait partie ni du gouvernement ni de l'autre. Donc, la majorité sont des partisans. Alors, bien sûr, je défends les civils. Encore une fois, sinon, si ce n'est pas ce que je fais, si je tue les civils, comme la propagande le proclame depuis quatre ans, je ne serais pas ici en tant que président. Je n'aurais pas pu résister pendant près de six ans.

Journaliste : Dernière question, Monsieur le Président : Croyez-vous en une solution diplomatique, politique, ou est-ce que, au fond de votre cœur, vous savez que ça va être une solution militaire, et est-ce que c'est vraiment ce que vous voulez ?

Président Assad: Ni l'un, ni l'autre. Parce que quand vous avez un problème, vous avez une solution, vous n'avez pas une sorte de solution, mais le problème lui-même vous dira combien d'aspects de ce problèmes vous avez. Par exemple, si je crois en une solution politique, mais que vous avez le terrorisme, vous ne pouvez pas avoir une solution politique parce que vous avez le chaos. Si vous avez le chaos, c'est l'antithèse de tout ce qui est naturel, y compris un processus politique. Donc, vous devez d'abord lutter contre les terroristes afin de parvenir à une solution politique. Donc, en réalité, vous devez suivre les deux pistes ; la piste militaire et la piste diplomatique ou politique, car les deux sont liées. Ainsi, il ne s'agit pas de ce que je crois ; ce n'est pas ce que je crois ; il s'agit de l'exigence de ce conflit à résoudre. Donc, ce n'est pas vous qui le définissez. C'est l'ensemble des circonstances qui le définit. Par exemple, en ce qui concerne les terroristes, il ne s'agit pas seulement d'une solution militaire ; il s'agit que les pays voisins et les pays occidentaux arrêtent de soutenir les terroristes. S'ils arrêtent de les soutenir, l'aspect militaire de cette solution sera secondaire ; ce ne sera pas important car ils seront faibles. Vous donnerez une chance à des initiatives plus politiques, à cet égard. S'ils les soutiennent davantage, en fait ce qui va se passer, c'est le contraire ; la solution, ou la piste, politique sera secondaire. Donc, il ne s'agit pas de ce que je crois. J'aimerais qu'on puisse résoudre tous les problèmes de façon politique. J'aimerais. C'est ce qui est convenable, à mon avis, mais il ne s'agit pas de ce que j'aimerais, il s'agit des faits sur le terrain.

Journaliste: Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Président Assad: Merci.

de dd

Sources:

SOURCES :

<http://deutsche-wirtschafts-nachrichten.de/2016/10/15/russland-hysterie-des-westens-gefaehrdet-den-weltfrieden/?nlid=d0c9ed7c14>

<http://www.barth-engelbart.de/?p=149761>

https://de.wikipedia.org/wiki/Chronik_des_B%C3%BCrgerkriegs_in_Libyen#M.C3.A4rz

http://www.imi-online.de/2016/06/20/ganze-arbeit-warum-die-nato-libyen-zerstoert-und-die-region-destabilisiert-hat/#_ednref5

<http://www.karfreitagssgrill.at/2014/02/11/die-gezielte-vernichtung-libyens-ein-augezeugenbericht/>

<https://de.sputniknews.com/politik/20161014312950511-flugverbotszone-syrien-westen-russland-krieg/>

<https://www.youtube.com/watch?v=u3lihh182l>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#BacharElAssad - el-Assad - www.kla.tv/BacharEAssad

#Syrie - www.kla.tv/Syrie

#Libye-fr - www.kla.tv/Libye-fr

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.